

IV. *Politieke geschiedenis / Histoire politique*

PASCAL DELWIT & JOSÉ GOTOVITCH (DIR.)

«La peur du rouge»

Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles - Institut de Sociologie, 1996, 225 p.

Il arrive souvent qu'un ouvrage collectif, aussi rationnellement, aussi mûrement conçu soit-il, laisse, une fois refermé, le lecteur sur sa faim. Malgré ses qualités intrinsèques, celui qui a été consacré il y a peu à «la peur du rouge» semble bien appartenir à cette catégorie. Ses promoteurs avaient cependant tenu à définir dès l'introduction la nature du sujet traité, établissant une distinction entre les concepts de «peur» (liée à un objet, motivée par une raison) et d'«angoisse» (sentiment indéfinissable, parfois incompré-

hensible). Sans doute auraient-ils dû en tracer avec la même précision le cadre d'application sur le – relativement – long terme. Car s'ils ont opté pour une approche double, tantôt sociétale, tantôt politique, les lignes de force de l'ensemble n'apparaissent pas clairement. En outre, le XIX^e siècle ainsi que la période de la guerre froide¹ recèlent encore de nombreuses zones d'ombre. On dispose au total d'une vingtaine de contributions agencées avec plus ou moins de bonheur sur la ligne du temps. Epinglons-en quelques-unes.

Il convient tout particulièrement de relever les travaux de Serge Jaumain et de Leen Van Molle. Le premier évoque la grande crainte des classes moyennes confrontées dans la dernière décennie du siècle dernier à l'expansion des coopératives liées au Parti ouvrier belge. Expansion expliquant le distanciation du petit commerce vis-à-vis de la famille socialiste. Le Parti catholique s'empressa naturellement auprès de ces très modestes bourgeois en quête de protecteurs en constituant des structures d'accueil *ad hoc*. Leen Van Molle, pour sa part, relativise les angoisses du monde rural envers le «péril rouge»: les conservateurs occupèrent toujours en force ce terrain, avec leurs œuvres sociales ou leurs syndicats à base corporative (le très célèbre *Boerenbond* porte le millésime 1890 et il fut suivi de près par l'*Oostvlaamse Landbouwersbond*,...).

1 Pour la période de la guerre froide, on pourra se reporter au livre de Rudi VAN DOORSLAER et d'Etienne VERHOEYEN, *L'assassinat de Julien Lahaut. Une histoire de l'anticommunisme en Belgique*, Antwerpen, EVO, 1987.

La recherche de Luc Keunings sur les réactions des forces de l'ordre bruxelloises en lutte contre les «subversifs» s'applique pour l'essentiel à mettre en lumière les relations très nuancées qui pouvaient se nouer entre polices communales et militants ouvriers. Une sorte d'entente cordiale pouvait régner... pourvu que ces derniers ne fussent pas des adeptes de l'anarchie, évidemment. Sans doute aurait-il fallu intégrer dans la partie relative au XIXe siècle l'article d'Anne Morelli fixant les stéréotypes de la femme révolutionnaire dans la «bonne société». Ceux-ci se rattachent beaucoup plus à l'image de la lécheuse de guillotine, de la pétroleuse communarde qu'à celle de la suffragette exaltée.

L'entre-deux-guerres a bénéficié d'une attention plus soutenue². José Gotovitch livre ici quelques bonnes pages des rapports de la Sûreté française (récupérées dans les archives ex-soviétiques), fort inquiète des manigances «bolcho-flamingantes» dans notre pays vers 1919-1920. En outre, évoquant le procès anti-communiste de 1923, il voit dans celui-ci un essai d'opération préventive analogue à celle qui avait permis de liquider – une génération auparavant – le Parti socialiste républicain des frères Defuisseaux. Et de s'interroger sur le rôle (la fonction?) de la très ambiguë Société d'Études politiques, économiques et sociales, financée par le patronat à partir de 1925 pour puiser des renseignements dans les milieux révolutionnaires.

L'anticommunisme du parti libéral, comme l'explique Marc D'Hoore, est moins compliqué. Il se module tantôt en fonction des «grands principes» de 89 («contre toutes les tyrannies, pour toutes les libertés»), tantôt en fonction des robustes réalités économiques. En fait, les poussées d'adrénaline que connaissait le vieux parti de Paul Hymans en la matière correspondaient aux phases d'agitation sociale. Selon Paul Wynants, la JOC (24.000 adhérents masculins en Belgique francophone vers 1932 contre 7.125 en 1939) s'oppose beaucoup plus, au nom de la doctrine et de l'éthique, au POB qu'au PCB: il est vrai que c'était le mouvement des Jeunes Gardes Socialistes, rattaché à la première formation, qui lui faisait concurrence.

Enfin, parmi les travaux relatifs à la guerre froide, nous retiendrons essentiellement ceux qui traitèrent des tensions entre «rouges» de diverses obédiences. Ainsi Pascal Delwit, qui se penche sur l'anticommunisme du PSB de 1945 à 1954. Opéré sous la houlette de Paul-Henri Spaak, ce positionnement, effectué à l'instar de ses cousins d'Europe occidentale, acheva de l'intégrer dans le système belge. Mais ce choix n'occultait-il pas également un grave déficit de valeurs idéologiques positives? La recherche de P. Delwit peut être rattachée à celle de Joël Kotek. Celle-ci montre que les socialistes redoutaient depuis longtemps le noyautage de leurs frères-ennemis «moscou-taires». Quant à Jean-Michel De Waele, il

2 Mais serait utilement complété par l'étude de Francis BALACE sur «La droite belge et l'aide à Franco», in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1987 (XVIII), p. 505-689.

essaye d'évaluer les réactions du PCB orthodoxe confronté à cette dissidence maoïste que constitua le «grippisme» en l'an 1963. Autre perception du maoïsme que celle de Roland Lew, qui rattache le phénomène à l'attirance troublante exercée sur les esprits occidentaux par un Orient aussi extrême que mystérieux.

Bref des contributions qui, pour être souvent tonifiantes sur le plan intellectuel, ne permettent pas de disposer de la synthèse que l'on était en droit d'attendre. Comme on dit en pareil cas, les chantiers demeurent ouverts. Largement.

Alain Colignon